



LES PLUS PAUVRES OUBLIÉS : ATD QUART MONDE S'INQUIÈTE DES ANNONCES PRÉSIDENTIELLES

En réponse aux mobilisations des gilets jaunes, le Président de la République a annoncé une série de mesures répondant partiellement aux inquiétudes, légitimes, des salariés et retraités modestes. ATD Quart Monde déplore cependant que le Président de la République n'ait fait aucune annonce à destination des plus pauvres dans son allocution du 10 décembre, oubliant de fait ceux qui sont déjà les plus exclus.

Dans le discours tenu par Emmanuel Macron en réponse aux mouvements sociaux qui traversent la France depuis plusieurs semaines, aucune mention n'a été faite des plus pauvres : pas de revalorisation du RSA, rien pour les chômeurs, si ce n'est le risque qu'ils restent sur le bord du chemin à la faveur des annonces faites sur les heures supplémentaires défiscalisées. ATD Quart Monde regrette et condamne cet oubli de celles et ceux pour qui « l'état d'urgence économique et social » dure depuis de longues années.

S'il est légitime de chercher à soutenir les personnes aux revenus modestes – salariés au Smic, retraités aux faibles revenus qui ont vu leur pouvoir d'achat malmené avec la baisse des APL, la hausse de la CSG et l'inflation – ATD Quart Monde craint que nombre des mesures annoncées – qui pèseront sur les finances de l'État sans que l'on sache vraiment comment elles seront financées – ne se traduisent inévitablement par un recul des services publics et une baisse des prestations sociales, qui impacteront d'abord les plus démunis.

Aussi, ATD Quart Monde met en garde le gouvernement : il serait inacceptable que les mesures annoncées soient financées au détriment de la lutte contre la grande pauvreté et par des baisses de dépenses sociales à destination des plus pauvres, alors même que le Président de la République a affiché, en septembre dernier, l'ambition de vouloir éradiquer la grande pauvreté en une génération.

Un défi qui – rappelons-le – ne pourra être relevé qu'en appliquant le cap et la méthode fixés par la loi d'orientation de lutte contre les exclusions de 1998 : l'accès de tous aux droits de tous en faisant de la lutte contre l'exclusion la priorité de l'ensemble des politiques publiques. Cela nécessite d'une part d'évaluer l'impact de toute mesure sur les 20% les plus pauvres, afin de veiller à ne laisser personne de côté. Cela passe également par l'élaboration et l'évaluation de toutes les politiques publiques en partant des plus pauvres, et avec leur participation pleine et entière. Si ATD Quart Monde salue la volonté du gouvernement de lancer un grand débat national, le Mouvement regrette que les modalités de cette consultation comme les mesures annoncées ne répondent ni à l'une ni à l'autre de ces conditions.

Plus largement, ATD Quart Monde s'inquiète de la dichotomie sur laquelle a été construit le discours présidentiel et que l'on retrouve dans les propos d'autres responsables politiques comme de certains gilets jaunes. La tentation d'opposer les Français et les étrangers, les « bons pauvres » qui travailleraient et les « mauvais pauvres » qui seraient au mieux des assistés et au pire des profiteurs, est un vrai risque pour notre cohésion nationale. Elle exacerbe la haine, plutôt que de contribuer à l'apaisement dont notre pays a aujourd'hui tant besoin pour reconstruire le pacte démocratique.

Contacts presse :

Emilie Perraudin / emilie.perraudin@atd-quartmonde.org / 06.28.61.69.05

Hélène Pinazo / helene.pinazo@atd-quartmonde.org / 06.18.05.29.83